



CARAVANE

OU LE

BULLETIN DE LA DIVISION

S O M M A I R E :

Allocution du général Leclerc à Radio-France	
I. Sur le front de la Division	2
II. La situation militaire	2
III. Documentaires d'Actualité	3
IV. La chronique économique	7
V. « Tribune Libre »	8
VI. Revue de Presse	11
VII. Anecdotes de la Division	16

Allocution du Général Leclerc

à RADIO-FRANCE le mardi 12 décembre 1944

Le ministre des Finances, M. PLEVEN, dont vous avez admiré le grand travail français depuis quatre ans, me demande, à l'occasion de l'Émprunt pour la Libération, de vous adresser quelques mots.

Il y a deux jours, j'étais au contact de l'ennemi sur les bords du Rhin, au milieu de nos troupes. C'est donc d'elles que je vous parlerai :

A notre époque, on abuse peut-être fréquemment du mot « héros », néanmoins, j'avoue que je ne puis m'empêcher de décerner ce titre aux officiers et aux hommes que j'ai l'honneur de commander.

Vous avez lu les récits des campagnes de la Révolution et de l'Empire, au cours desquelles les soldats français ont atteint une telle renommée. J'estime que nos hommes sont à la hauteur de leurs anciens et nous les rappellent par beaucoup de traits; quelques exemples seulement pris au cours de ces derniers combats :

C'est le lieutenant-colonel De La HORIE, enlevant, il y a quatre semaines environ, la ville de Badonviller, cheville de la défense ennemie, dans une charge épique, avec cinq chars et une compagnie d'infanterie...

C'est un de nos hommes blessé à la jambe, caché par ses camarades dans un abri, en attendant le lendemain matin, et faisant prisonniers, malgré sa blessure, un groupe d'Allemands, qui rentrait dans l'abri... ; c'est la ruée invraisemblable de nos blindés à travers les Vosges, bousculant et massacrant l'adversaire... ; c'est au cours de la charge sur Strasbourg à la vitesse maximum permise par les moteurs, l'aspirant CHRISTEN, rentrant dans sa ville natale, debout sur son char derrière la tourelle, malgré le feu ennemi... ; c'est le capitaine De CASTELNAU, deux fois blessé au cours de combats acharnés, refusant de se faire évacuer et tué sur son char à la troisième reprise... ; c'est un de nos officiers, avec quelques chars et quelques canons, faisant capituler un fort avec 600 boches et un général... ; c'est un de nos sapeurs, rampant sous le feu jusqu'à ce qu'il puisse abattre l'ennemi, chargé de faire sauter un pont important... Je pourrais ainsi continuer longtemps.

Beaucoup de nos officiers et de nos hommes ont déjà été blessés en Afrique ou en France. Dès que la guérison le permet, ils reviennent au combat. Beaucoup sont tombés et tombent chaque jour glorieusement, toujours en vainqueurs.

Ces hommes sont les mêmes qu'hier, les mêmes qu'en 1939-40; ils sont transformés. D'où vient cet élan splendide?

Avant tout, l'idéal très élevé qui les anime; ils ont foi en leur pays. Ils croient en la grandeur de la France et sont décidés à la restaurer. Que de soucis privés ne pourraient-ils avoir... Beaucoup n'ont pas revu leurs familles depuis plusieurs années, ont perdu leur situation civile, ne sont pas assurés du lendemain. Jamais ils ne s'en plaignent. Ils sont réellement animés de ce patriotisme qui nous a jetés derrière le général DE GAULLE en 1940. Ils feront tout pour ne pas retomber dans la médiocrité, qui succéda à notre victoire de 1918.

Une chose les inquiète cependant. Une question revient souvent sur leurs lèvres: Que pense-t-on à l'arrière? Que fait-on? Le travail reprend-t-il? La reconstruction du pays se développe-t-elle? Le pays se relève-t-il?

A vous de répondre à ces questions.

La meilleure réponse, c'est d'aider le général De GAULLE et son gouvernement, par tous les moyens en votre pouvoir.

Il y a trois semaines, nous déclarions aux habitants de Strasbourg encore en pleine bataille: « Rassurez vous, l'envahisseur ne reviendra pas! » — Pour que l'envahisseur ne revienne pas, c'est toute la France qui doit se relever.

Afin de le permettre, transformez la victoire de l'Emprunt National que l'on vous demande en triomphe.

I. Sur le front de la division

Le 13 décembre, une action d'infanterie à objectif limité, appuyée par l'artillerie, nous a permis d'occuper Witternheim et Neunkirch, en dépit d'une forte réaction de l'artillerie et des mortiers ennemis. Plusieurs contre-attaques, lancées dans les deux jours suivants, avec de l'infanterie, appuyée de chars et canons-automoteurs, en vue de nous reprendre ces villages, ont été repoussées ou stoppées par nos barrages d'artillerie.

A la suite d'une attaque, lancée le 12 décembre, contre la 36ème D. I. US. à Sélestat, des éléments mixtes de la 2ème D. B. ont été envoyés en soutien sur des positions au nord de cette ville.

Durant toute cette période, nous avons maintenu le contact sur l'ensemble du secteur par notre activité de patrouilles.

Notre artillerie a effectué de nombreux tirs de contre-batterie.

Renforcé par plusieurs unités, récemment arrivées d'Allemagne, l'ennemi a montré plus d'agressivité. L'intense activité de son artillerie s'est maintenue particulièrement dans le secteur entre canal et Rhin.

Aidé par les inondations de la vallée de l'Ill, il a, en outre, continué partout à consolider ses positions défensives par abattis mines et destruction de ponts.

Le lieutenant Batiment

Le lieutenant BATIMENT, de famille alsacienne, quitta Bordeaux en 1940, à 20 ans, pour l'Angleterre. Sorti aspirant du cours de Camberley, il arriva en Afrique en juillet 1941, où un remarquable officier, le capitaine OHREL, commandant le groupe nomade de l'Ennedi, mort au champ d'honneur en Tunisie, compléta son dressage dans le cadre méhariste.

En novembre 1942, exténué et malade à la suite d'une dure randonnée, il faisait l'admiration de tous les passagers de Koro Toro par son énergie et son dévouement.

Il fut très brillant pendant la campagne de Tunisie, où son unité fut durement éprouvée; la façon dont il mena une contre-attaque lui valut une palme.

Ensuite, ce fut l'un des animateurs du II/R. M. T. à Sabratha, au Maroc, en Angleterre. Il avait l'affection totale de ses chefs, de ses camarades et de ses subordonnés.

En France, il mena, avec la 6ème compagnie, le premier combat du bataillon, s'emparant du pont de la Saurerie, fut parmi les premiers à Ancinnes, au pont de Sèvres, se distingua pendant toute la campagne des Vosges par son allant et sa gaîté en toutes circonstances.

Frappé sans avoir eu la joie du retour dans sa ville natale, il demeure l'un des meilleurs artisans de l'effort, qui conduisit ses amis du Tchad à Strasbourg. Son rayonnement a marqué le bataillon, qui saura poursuivre sa vengeance jusqu'au bout.

II. La situation militaire

FRONT DE L'OUEST

— En Hollande, où l'ennemi a provoqué l'inondation de la zone comprise entre les deux bras du Rhin au nord de Nimègue, contraignant les Britanniques à l'évacuer, les opérations marquent un temps d'arrêt.

— Dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, la première armée, qui bordait la rivière Roer sur deux portions de son cours, vers Julich—Linnich et à l'Est de la forêt de Hurtgen, a lancé une nouvelle offensive au centre, vers Duren, réduisant presque complètement la poche que les Allemands défendaient avec acharnement à l'ouest de cette ville.

— Sur la Sarre, dont la IIIème armée occupe la rive gauche sur 28 km, entre Merzig et Voelklingen, trois têtes de pont sont établies à Dillingen, à Sarrelouis (que l'ennemi nous dispute encore par de violentes contre-attaques) et à quelques kilomètres en amont. Au nord de Forbach, occupé le 9 décembre, les Américains ont entièrement dégagé la forêt de Warndt et avancent vers Sarrebruck. Sarreguemines est nettoyé et, à 10 km à l'Est, la Blies, qui forme frontière, a été franchie.

— Rohrbach, Bitche, Reichshoffen marquent de nouvelles étapes de la progression de la VIIème armée US. Mais, c'est à son aile droite que l'on enregistre la principale avance de la période: dans une poussée rapide.

elle prend Haguenau le 13, s'infiltré dans la ligne Maginot, occupe, après l'avoir débordée à Soultz et à Seltz, la forêt de Haguenau et, le 16, atteint et franchit la frontière allemande en plusieurs points: à Lauterbourg et à l'ouest de Wissembourg.

— Dans le secteur nord de la première armée française, en dépit de violentes contre-attaques, lancées principalement sur Sélestat et au nord de Colmar, nous maintenons notre pression. La route du Bonhomme est presque complètement dégagée; prise de Lapoutroie, d'Orbey et de Kaysersberg. En Haute-Alsace, le 1er C. A. français occupe Thann, mais se heurte à de vives résistances sur la rive gauche de la Thur.

FRONT D'ITALIE

Les conditions atmosphériques défavorables ralentissent toujours les opérations en Italie. On signale seulement des activités de patrouilles dans le secteur Ravenne—Faenza. Au nord de Ravenne les avant-gardes de la 8ème armée ont pénétré dans une contrée marécageuse au sud de la ville du Comacchio. Plus au nord, franchissant la rivière Lamone, des unités sont entrées en contact avec l'ennemi sur la route Borseti—Santa Berto et ont gagné quelque terrain. De durs combats se déroulent au sud-ouest de Faenza où les troupes britanniques poursuivent leur avance au delà de San-Prospéro, libéré précédemment, après avoir repoussé une violente contre-attaque ennemie. Elles sont à moins de 1 km et demi de Celli et occupent un large front dans ce secteur.

La 5ème armée a réalisé quelques gains locaux sur son aile droite.

Des bombardiers lourds ont décollé d'Italie et ont attaqué des voies de communication en Autriche, dont le tunnel du Brenner, ainsi que Ratisbonne dans le sud de l'Allemagne.

FRONT DE L'EST

Sur le front de Prusse Orientale et de Pologne, aucun indice de reprise d'offensive n'est à signaler.

La gigantesque bataille qui se déroule actuellement autour de Budapest se poursuit sans trêve. Au nord-est et au nord de la capitale, les troupes soviétiques, annonce le communiqué russe, ont poursuivi leur avance et se sont frayées un chemin dans plus de 40 localités. Cer-

tains faubourgs seraient même atteints. L'agence allemande Transocéan annonce de son côté que des tirs d'artillerie font pleuvoir des obus sur la cité et que les habitants sont continuellement relégués dans les caves. Duncan Hooper, correspondant spécial de Reuter à Moscou, donne quelques précisions sur les dernières opérations:

« Les pincés soviétiques sont déjà en position autour de Budapest et une gigantesque pression est en cours. Au delà de la percée au nord-ouest de la ville, les tanks et la cavalerie cosaque du maréchal Malinovski avancent rapidement le long de la rive du Danube et ne sont plus qu'à 170 km de Vienne. D'autres unités du maréchal Malinovski s'apprêtent à traverser le Danube et à s'élancer sur l'autostrade principal allant vers Vienne, isolant les divisions allemandes, engagées devant Budapest. Pendant ce temps, les troupes du maréchal Tolboukine poussent en avant, partant du sud un peu au-dessus du lac Balaton. Cette pression de flanc augmente d'heure en heure et peut devenir un facteur décisif dans la bataille de Budapest qui semble de plus en plus menacée d'un sanglant combat de rues. »

Le raidissement, en certains points, de la résistance allemande, grâce à l'apport de réserves importantes, ainsi qu'à l'aide puissante apportée par l'aviation nazie aux troupes de la Wehrmacht, prouvent l'importance que les Allemands attachent à la défense de Budapest où, selon la radio de Moscou, plusieurs quartiers de la ville seraient en flammes. Dans certains milieux militaires neutres, on estime que la capitale hongroise tomberait d'ici 48 heures.

FRONT DU PACIFIQUE

Un communiqué du général Mac Arthur annonce le débarquement de la 77ème division américaine dans la baie d'Ormoc, sur la côte de l'île de Leyte, le 7 décembre dernier. Les troupes, à la suite d'une opération amphibie, appuyée par l'aviation, ont débarqué sur les arrières de l'ennemi, à 5 km au sud d'Ormoc et avancent rapidement vers le nord. Elles ont occupé un centre de la ligne Youmashita et divisent les forces ennemies en deux groupes isolés, pris au piège et attaqués sur tous les fronts.

III. Documentaires d'actualité

Le chemin de Dabo

Les soldats de la deuxième division blindée se doublaient-ils en empruntant le chemin de Dabo pour traverser les Vosges et délivrer Strasbourg qu'ils se trouvaient sur une des vieilles routes de l'histoire: celle qui relie les évêchés de Metz et de Strasbourg.

Il ne s'agit plus des temps gallo-romains où des ingénieurs habiles avaient construit et pavé la voie directe qui passe par Saverne. Elle a disparu au cours des grandes invasions et son tracé n'a pu être retrouvé au delà de Kuttolsheim. A l'époque franque ce sont des

reliques et des pèlerins qui cheminent sur la route reliant les deux évêchés et leurs domaines ecclésiastiques. Celle-ci s'engage après Sarrebourg sur les contreforts des Vosges, elle en gagne les sommets par Dabo puis redescend par une pente rapide la « Steige » directement sur Wasselonne et Marmoutier. Elle atteint enfin Strasbourg par un itinéraire nouveau au sud de la voie antique.

Obersteigen, charmante église du style de transition, doit son origine à sa situation sur la route. Marmoutier, chef-lieu de la marche d'Aquilée, bien que tout proche de Strasbourg, appartient aux évêques de Metz. Pour

confirmer leurs droits ils y installent les reliques de leurs prédécesseurs, les Saints-Celeste et Auteux. C'est pour les abriter que fut reconstruite à l'époque romaine la magnifique narthex à trois tours qui précède la nef gothique.

Mais c'est le rocher à Dabo qui donne au chemin toute sa signification. Sur sa masse de grès rouge s'élève un château et une chapelle. Une grande famille féodale y a pris naissance; gardienne du passage, elle va parvenir à dominer toute la Basse-Alsace. A cette époque de foi un honneur insigne lui fut accordé, un de ses fils BRUMON, évêque de Toul, devint Pape en 1046 sous le nom de Léon IX. Il fut canonisé. S'appuyant sur la réforme française des moines de CLUNY, il commença contre les empereurs allemands la lutte qui devait les mener à Canossa (1076) et libérer l'église d'occident de la tutelle impériale.

Dabo s'honore d'avoir donné le jour à un grand Saint et la chapelle qui s'élève sur le rocher en perpétue le souvenir.

Mais l'histoire ne comporte pas que des traits édifiants. Quelques années après la mort de Saint-Louis, le château de Dabo devait être l'objet d'un siège mené par l'évêque de Strasbourg, Othon de Hohenstaufen, pour satisfaire les ambitions territoriales de sa famille nouvellement arrivée en Alsace. Le comte HUGUES de DABO, neveu du pape, au cours d'une sortie de nuit, défit l'évêque qui s'enfuit en perdant tous ses bagages. OTHON offrit alors la paix au comte, il l'attira dans sa ville à Koenigshofen et le fit assassiner. Aussitôt le diocèse de Strasbourg fut mis en interdit par le pape URBAIN II, et l'évêque, abandonné de tous les siens, dut aller implorer sa clémence. C'était au temps du concile de Clermont où fut prêchée la première croisade. Le pape se montra intraitable et imposa le pèlerinage en Terre-Sainte. L'évêque, usant d'un subterfuge, se contenta de traverser les montagnes d'Auvergne et se rendit à Conques en Rouergue, dont le pèlerinage s'inspirait d'une équivalence avec celui de Jérusalem.

Une charte nous raconte qu'il décida de fonder sur ses biens patrimoniaux à Sélestat un monastère, dédié à Sainte-Foy patronne de Conques et dont l'apparence rappellerait le Saint-Sépulcre à Jérusalem. C'est ainsi que prit naissance une église bien célèbre en Alsace.

Tels sont les souvenirs qu'évoque le chemin de Dabo. S'il peut mener à Rome parfois et plus rarement en Terre-Sainte, il conduit toujours à Strasbourg, offrant au chef hardi qui sait l'emprunter la clef de notre belle Alsace, afin qu'elle redevienne française. E. F.

Un exemple de résistance alsacienne

Au cours de l'été 1944, un certain nombre d'officiers de réserve, demeurant en Alsace, furent convoqués dans un camp de Prusse occidentale. Il leur fut annoncé par le commandant du camp qu'ils allaient être incorporés dans la Wehrmacht, et obligés de revêtir l'uniforme allemand. L'immense majorité refusa cette proposition et voici des extraits de la lettre qu'ils adressèrent le 12 juillet 1944, au commandant en chef de la Wehrmacht:

« Nous soussignés, officiers de réserve français, d'origine alsacienne et demeurant en Alsace, avons l'honneur de vous exposer ce qui suit:

Le mardi, 11 juillet, nous avons été réunis par le commandant du camp de Bruss. Celui-ci nous déclara que notre refus de porter l'uniforme allemand était punissable et que nous avions commis une infraction contre la loi militaire. Nous avons jugé utile de vous exposer notre point de vue qui fait apparaître que cette thèse ne saurait être admise. Nous sommes, en effet, persuadés que notre convocation ne peut être le résultat que d'une erreur ou d'un malentendu. La note No 4444/42 de l'OKW. du 27 août 1942 a, en effet, statué sur notre situation. Un certain nombre d'entre nous durent passer le conseil de revision, à cette époque. Mais il leur fut exposé ensuite, qu'ils ne seraient pas appelés sous les drapeaux, puisque les officiers d'une armée étrangère ne pouvaient être incorporés dans l'armée allemande que s'ils faisaient acte de volontariat. »

Or, nous avons été convoqués le 1er juin 1944 au camp d'entraînement des SS à Cernay. Nous avons répondu à cet appel, pensant qu'il s'agissait d'une erreur qui serait rapidement élucidée. Après deux semaines d'attente, nous avons été dirigés sur le Bn d'instruction des troupes blindées SS à Bruss (Prusse occidentale). Dès notre arrivée, nous fûmes réunis par le commandant du camp qui, après nous avoir salués, déclara que nous allions être habillés. Nous lui avons immédiatement fait connaître notre objection et le commandant du camp s'abstint provisoirement de toute nouvelle mesure, nous promettant de se rendre lui-même à Berlin pour éclaircir notre situation.

Voici le point de vue que nous lui avons exposé et que nous avons l'honneur de vous soumettre:

1. Nous continuons à être citoyens français.
2. En tant qu'officiers français nous avons juré fidélité au drapeau. Le Gouvernement français ne nous a pas délié de ce serment.
3. La loi allemande sur le recrutement prévoit expressément que les officiers d'une armée étrangère ne peuvent pas servir dans la Wehrmacht.

Pour toutes ces raisons, nous estimons que nous ne sommes pas soumis aux lois militaires allemandes et nous demandons à être immédiatement libérés.

Nous ne pouvons pas admettre qu'il soit passé outre à notre serment d'officier. Si nous agissions autrement, nous faillirions à notre honneur, et nous encourrions le mépris des officiers allemands eux-mêmes.

Par même courrier nous avons adressé une lettre exposant notre point de vue à la délégation française auprès de la commission d'armistice de Wiesbaden. »

L'effet de cette lettre ne se fit pas attendre.

Du camp militaire où ils se trouvaient, les officiers de réserve alsaciens furent transférés dans un camp de concentration en Pologne, où ils sont toujours. Pendant ce temps, le Gouvernement de Vichy gardait le silence.

PROPAGANDE ALLEMANDE

Un mémoire, daté du 4 octobre 1944 et émanant d'un service de propagande allemand, indique les différents thèmes de propagande à employer pour atteindre le moral des troupes françaises. Ce mémoire est accom-

pagné d'observations qui ont été faites par le Sonderführer Gohn. Le rapprochement de ces deux documents ne manque pas de saveur. Nous en donnons de larges extraits.

Citation du mémoire

Il est d'usage de désigner par Gaullistes les troupes françaises qui sont actuellement engagées. L'emploi de ce terme fait croire qu'il s'agit d'une troupe unie au point de vue politique et militaire, ce qui est une profonde erreur. En réalité l'armée de Gaulle se compose d'éléments qui ont été trompés et qui peuvent être caractérisés comme suit:

a) Les vrais gaullistes qui depuis des années combattent fanatiquement aux côtés du général de Gaulle. Un rôle très important est joué dans ces milieux par les adeptes du vieil idéal républicain et également par les éléments catholiques. A côté d'eux on trouve les « revanchards »: expulsés lorrains, Français qui sont entrés en conflit avec les autorités d'occupation, communistes, etc... Tous ces éléments se réclament d'un idéal vaguement démocratique, sous une conduite autoritaire. Ils ignorent la plupart du temps les conditions existant en Allemagne.

b) Les Giraudistes et autres éléments qui sont entrés en conflit avec le Gouvernement Pétain depuis 1942. Parmi eux, il y a de nombreux moutons qui se sont bornés à suivre le mouvement et d'autre part des gens plus ou moins contraints, en particulier ceux qui ont été incorporés en Afrique du Nord en 1942 et 1943. Ces éléments ne sont pas des germanophobes, très accusés. Ils ne sont pas non plus très désireux de faire la guerre. Par suite des succès remportés en FRANCE, ils ont toutefois acquis la certitude de la victoire. D'autre part, la propagande ennemie les a systématiquement braqués contre l'Allemagne, en leur laissant entendre qu'en cas de capture ils seraient soumis à de mauvais traitements. Il faut s'attendre à ce que ces éléments soient rapidement lassés, lorsqu'ils auront dû pendant un certain temps rester sur une même position, sans remporter de nouveaux succès. Sans aucun doute, ils sont fatigués de la guerre. Ces éléments se distinguent encore des Gaullistes par le fait qu'ayant été en contact avec les Allemands, ils sont beaucoup mieux instruits de la situation allemande.

Commentaire du Sonderführer Gohn

A mon avis, la différence entre Gaullistes et Giraudistes n'est plus pertinente à l'heure actuelle. Cette différence existait avant et tout de suite après le débarquement des Américains à ALGER et en particulier pendant la période durant laquelle les relations entre de GAULLE et GIRAUD restaient confuses. Il y avait à ce moment-là beaucoup de Français qui refusaient les Anglais et par conséquent de GAULLE, et qui espéraient leur salut des Américains et par conséquent de GIRAUD. Par suite de la retraite politique de GIRAUD et par suite aussi des événements politiques et militaires des derniers trois mois, cette différenciation est devenue sans objet à mon avis.

Citation du mémoire

Le Français a un goût prononcé pour la discussion politique

Il est politiquement éduqué et il aime bien discuter les systèmes politiques. Il le fait avec passion, en combattant énergiquement les opinions de son adversaire et cet adversaire lui-même. Il a un goût pour la critique, et est accessible aux arguments logiques. Une propagande, capable d'appuyer ses affirmations sur une documentation, aurait de l'effet sur le Français. La façon de formuler la propagande est extrêmement importante. On peut obtenir des résultats tout-à-fait inattendus auprès du Français, en prenant le ton spirituel ou satirique ou encore en employant des slogans. Il n'y a qu'à se souvenir du slogan « Mourir pour Dantzig » employé en 1939. Il convient d'employer, pour ce travail, des Français qui auront suivi des cours de propagande, en leur laissant toute liberté pour transposer les thèmes de propagande allemande. La façon allemande, qui consiste à exposer une thèse de façon objective, a rarement du succès auprès du Français. Dès que celui-ci flairé l'origine allemande, tout effet est réduit à néant. Pour cette raison, ne jamais faire de traduction littérale.

Commentaire

Non seulement je suis entièrement d'accord, mais je vais même plus loin. Il sera toujours difficile, même en choisissant les meilleures traductions et les meilleurs Français, de faire une propagande qui serait vraiment ressentie par les Français comme une propagande française. Le Français flairera toujours, même quand ce n'est pas le cas, l'origine allemande dans toute propagande pro-allemande, ou même qui, sans être pro-allemande, oublierait d'être anti-allemande. Il sera immédiatement braqué contre une telle propagande. Il suffit de se rappeler les émissions de Ferdonnet, de Jean Hérold Paquis ou de Henriot, le ministre de la propagande assassiné. A l'exception d'un tout petit nombre, les Français ont toujours été hostiles ou tout au moins moqueurs à l'égard de ces émissions.

Il en est tout autrement des émissions du Dr Friedrich ou du Dr Grimm. On savait qu'il s'agissait d'Allemands qui exposaient leur point de vue, et il était possible de réfléchir sur ces exposés.

J'estime donc que des discussions politiques ne doivent être entamées que par des Allemands, qui se donnent comme tels. De toute façon d'ailleurs, il est difficile de penser, que même les Français que nous ferions parler, seraient, dans leur for intérieur, entièrement d'accord avec nous.

Citation du mémoire

Le Français est un être versatile. Il se laisse guider dans le jugement qu'il porte sur la guerre, par des impressions du moment.

Une propagande efficace doit, tout en conservant quelques thèmes permanents, changer très souvent de for-

mule pour maintenir l'intérêt. La réussite de Radio Londres en particulier était principalement due au fait que ce poste a toujours su satisfaire le goût inné des Français pour les nouvelles sensationnelles. Peu importait à Radio Londres, que les nouvelles fussent vraies ou contradictoires. Dans la situation actuelle, la propagande allemande devrait copier la méthode de Radio Londres.

Commentaire

La méthode de Radio Londres est excellente. Maintenant que les Anglais et les Américains occupent la FRANCE il nous est facile d'employer exactement la même méthode, pour critiquer l'occupation actuelle. J'évitais toutefois toute ironie et toute moquerie et je m'adresserais plutôt au bon sens des Français.

Citation du mémoire

Le Français est un être ayant de l'amour propre et de la sensibilité. Il convient donc de tenir compte de ces deux qualités.

Un appel à la «générosité française» et à «l'humanité française» flattera son amour propre et ne manquera pas son effet. Il se croit volontiers le gardien de la civilisation européenne. La propagande allemande sera bien inspirée, si elle tient compte de ces facteurs.

Commentaire

Un appel à la «générosité française» et à «l'humanité française» est un coup d'épée dans l'eau. Le Français n'a de respect que pour celui qui lui est égal ou supérieur. Tout au contraire de l'Allemand, qui essaye d'attirer vers lui ses inférieurs, le Français écrase davantage encore tous ceux qui sont placés plus bas que lui. Malgré toute l'amitié qu'après 18 ans de séjour en FRANCE je porte au Français et à son pays, je suis obligé de constater ce trait peu élégant du caractère français.

Citation du mémoire

Le Français a un goût prononcé pour la légalité et une tendance à juger les questions politiques du point de vue juridique. La propagande allemande devra donc s'emparer des entorses sensationnelles faites au droit constitutionnel et les monter en épingle. En particulier la propagande devra exploiter l'illégalité du Comité de GAULLE. Ce comité n'est reconnu ni par le peuple français, ni par ses soit-disant alliés. Aucun Français n'est obligé de suivre ses ordres. La légalité est représentée uniquement par le Maréchal Pétain. Il est extrêmement douteux que de GAULLE laissera organiser des élections. Pour le moment il s'appuie uniquement sur les baionnettes de l'étranger.

Commentaire

L'illégalité du Comité de GAULLE ne pourra devenir, que d'ici quelques mois, l'objet de notre propagande. Pour le moment, c'est prématuré. Aux yeux de tous les Français, de GAULLE est celui qui nous a mis hors du pays. De quelle façon il s'y est pris, leur est complètement égal.

Citation du mémoire

Le Français s'est rendu compte que la démocratie française d'avant guerre est complètement corrompue.

La propagande s'efforcera de discréditer le retour préconisé par de GAULLE aux institutions de la 3ème République, en soulignant tous les éléments de décomposition de la période d'avant-guerre. On mettra en relief la création par Pétain de l'Etat Français qui était déjà un excellent début de rénovation de la morale politique.

Commentaire

En ce qui concerne Pétain il ne faut pas trop insister, à mon avis, sur le fait qu'il représente le gouvernement régulier. Cette question n'est pas pertinente pour le moment, et n'est même pas soutenue par les adeptes de Pétain, si j'en juge d'après les dernières conversations que j'ai eues avec les industriels de St-Dié et de Gérardmer. Ce qui est intéressant et ce qui doit toujours être souligné, c'est que:

1) il a arrêté la guerre en 1940 et évité de cette façon une effusion de sang inutile;

2) qu'il a libéré la petite industrie, c'est-à-dire 80 pour cent de l'industrie française, de l'emprise des juifs et de la corruption de l'avant-guerre;

3) qu'il est le vainqueur de Verdun et qu'il ne peut par conséquent que vouloir le bien de la FRANCE.

Lorsqu'on parle de lui, il vaut mieux ne citer ni Laval ni Déat qui sont honnis par l'immense majorité des Français.

Citation du mémoire

Les buts de guerre de l'Allemagne sont à opposer aux buts de guerre des alliés.

Les alliés ne sont d'accord que sur l'anéantissement de l'Allemagne nationale-socialiste et de ses alliés.

Ils ne sont d'accord sur aucun but positif, et chaque fois qu'ils engagent des conversations, des oppositions absolument irréductibles apparaissent entre leurs points de vue.

En face d'eux, l'Allemagne a un but de guerre qui est d'assurer à tous les peuples d'Europe, et en particulier à sa voisine, la FRANCE, un développement paisible. Ce but, c'est la création d'une Europe en paix qui se compose de peuples libres et qui est gouvernée d'après les principes qui sont choisis par ces peuples. Cette Europe n'est qu'un premier palier vers une union de tous les peuples du monde. L'épanouissement de cette communauté des peuples justifiera, plus tard, les sacrifices que l'Europe s'impose à l'heure actuelle.

Commentaire

Le terme «Europe Nouvelle» s'identifie dans l'esprit des Français avec le terme: «sous direction allemande».

Par conséquent, le Français y opposera un refus formel. Une propagande renouée, prenant pour thème «l'Europe nouvelle», devra montrer énormément de tact et effacer, peu à peu, dans l'esprit des Français, l'idée qu'il s'agit d'une direction allemande, ce que le Français n'acceptera jamais. La direction doit, bien entendu, être allemande; seulement on ne doit pas le savoir.

IV. La chronique économique

Avec les opérations financières, dont l'emprunt de la Libération marque la première étape, c'est le problème des nationalisations qui retient surtout l'attention des milieux économiques. Le gouvernement est poussé vers ces mesures par un courant puissant, qui s'alimente à deux sources: une préoccupation politique d'abord. Les nécessités de la guerre comme celles de la vie nationale sont commandées par l'activité de ce qu'on appelle les « industries clés ». Energie, acier, transports sont des moyens indispensables pour ceux qui dirigent le pays. Il n'apparaît pas possible de laisser des particuliers en régler la production et le débit, au risque de les voir obéir surtout à des intérêts privés. Instruments nécessaires du pouvoir dans l'accomplissement de sa mission d'intérêt général, les moyens de production semblent devoir être à la disposition des gouvernants.

Un souci de réforme sociale vient renforcer cette préoccupation politique. L'équipement de l'industrie moderne, constitué avec l'épargne nationale, est nécessaire à la fois à l'ouvrier, qui ne peut travailler sans machines, au consommateur, qui ne peut se passer des produits industriels, à l'épargnant, dont les économies doivent être rémunérées. Or, il apparaît qu'une part très importante de l'outillage, celle surtout qui, en raison des nécessités techniques exigeant un régime de monopole, n'a pu être constituée qu'à l'abri d'un privilège concédé par l'Etat (mines, électricité, gaz, transports), se trouve entre les mains de groupes privés, dont les intérêts particuliers risquent de l'emporter sur ceux des travailleurs et des consommateurs. Les épargnants eux-mêmes ne sont que théoriquement les maîtres des entreprises, dont ils ont fourni les capitaux: en fait, les dirigeants des grandes affaires se recrutent par cooptation parmi des hommes spécialisés dans leur administration et qui n'en sont pas propriétaires.

D'où le souci d'instaurer un régime dans lequel les moyens de production seraient, sous l'autorité du gouvernement responsable de l'intérêt national, mis avant tout au service tant des besoins du pays que des intérêts légitimes des travailleurs, des consommateurs et des épargnants. Sur le sens et les buts de la réforme à accomplir, l'opinion française paraît à peu près unanime. Les difficultés commencent lorsqu'il faut déterminer les modalités d'application.

L'expérience prouve en effet que les dirigeants de l'Etat sont eux aussi parfois accessibles à des considérations étrangères à l'intérêt général et que la démagogie des politiciens peut être aussi dangereuse que l'égoïsme des financiers. Les méthodes de l'administration, qui conviennent assez mal aux tâches auxquelles elle doit traditionnellement faire face, sont franchement détestables dans la vie économique. Il faut donc nationaliser en évitant à la fois les dangers de la politique et ceux de la bureaucratie et en instaurant un régime qui assure l'efficacité maximum du secteur nationalisé au service de l'intérêt général sous la conduite des chefs les plus capables.

Manifestement, les pouvoirs publics demeurent à la recherche d'une formule qui doit associer les représentants de l'Etat avec ceux des travailleurs, des consommateurs et des épargnants et avec les techniciens. Certaines

municipalités du Midi ont, plus spontanément peut-être que légalement, tenté des expériences où l'autorité passait du Conseil d'administration à un comité émanant plus ou moins directement des groupements du personnel.

Le gouvernement a d'abord adopté une formule purement conservatoire dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il a ensuite pris d'autres décisions de caractère provisoire, soit par une ordonnance spéciale, comme pour les usines Renault, soit en faisant une application très extensive de la loi sur le blocus, comme pour la Compagnie du gaz de Paris. Dans toutes ces hypothèses, il s'agit avant tout de mettre à l'écart les dirigeants actuels, et le prétexte, sinon le motif, est moins une réforme économique et sociale, que l'élimination des influences suspectes de complaisance pour les intérêts allemands. Le régime définitif des entreprises ainsi mises sous séquestre n'est même pas esquissé.

C'est, au contraire, un régime définitif qui vient d'être institué par la création de l'Etablissement national des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Sans doute l'emprise de l'Etat sur le nouvel établissement est étroite, puisque c'est le gouvernement qui en nomme le directeur général. Mais on a tenu à donner aux houillères nationalisées une large autonomie et à les affranchir des règles de la gestion administrative. Ainsi se manifeste le désir de faire échapper, sous le nouveau régime, les entreprises industrielles aussi bien aux à-coups de la politique quotidienne qu'aux routines et aux impuissances de la bureaucratie. L'avenir dira si les procédés choisis permettent d'atteindre ce but.

En même temps que le souci politique qui a conduit à placer la production charbonnière sous l'autorité plus directe du gouvernement, s'est fait jour un souci social d'assurer la gestion des houillères en tenant un compte plus large des intérêts du personnel, qui a 8 représentants au Comité consultatif, et des consommateurs qui en ont cinq, cependant que les capitalistes n'en ont que deux. Ce dosage n'a pas grande importance dans un comité consultatif, mais il marque une orientation. Reste à trouver le meilleur procédé pour désigner les « représentants », notamment ceux des consommateurs, et ceux des épargnants, qui sont les véritables propriétaires du capital: ce n'est pas le plus simple.

Le procédé de nationalisation aussi complètement entendue ne paraît être envisagé que pour les entreprises travaillant en liaison étroite avec les pouvoirs publics, soit qu'elles en tiennent par concession un privilège, soit qu'elles trouvent en eux leur principal client. Le reste de l'économie devra faire aussi l'objet de réformes répondant à la double préoccupation politique et sociale signalée plus haut. Un premier pas est fait dans cette voie avec l'ordonnance qui crée des Comités d'entreprises. Sans aller, comme le fait l'ordonnance sur les houillères, jusqu'à reconnaître aux travailleurs un droit sur une partie des bénéfices, ce texte tend pourtant à les associer progressivement à la gestion économique des affaires. C'est même ce qui le distingue de la loi de 1936 sur les délégués du personnel et de celle de 1941 sur les comités sociaux d'entreprises. Outre cet élargissement de leur rôle, les nouveaux comités d'entreprise offrent une parti-

cularité intéressante dans la participation des syndicats à leur désignation. C'est donc avec son organisation propre et sous la conduite de cadres qui ont pu s'y préparer, que la classe ouvrière accède aux responsabilités économiques.

1er décembre 1944.

Éléments d'un jugement sur la valeur interne du franc

Tous les Français se posent la question: Que vaut le franc aujourd'hui? Que vaudra-t-il demain? Mais faute de précision dans l'esprit, ils ne peuvent se mettre d'accord sur les conclusions auxquelles ils arrivent.

Apportons dans ce débat un peu de méthode.

Et tout d'abord, que vaut le franc en France?

D'après les prix officiels enregistrant les hausses autorisées et les prix pratiqués pour les denrées distribuées par le ravitaillement, il faut dépenser 2 fr. 50 à 3 fr. là où on dépensait 1 fr. en 1938-39. Mais, il serait inexact de dire que le coût officiel de la vie a triplé, car certains prix n'ont pas encore été majorés: les loyers par exemple.

Chacun sait cependant que les prix libres et les prix pratiqués sur les marchés clandestins font apparaître des hausses beaucoup plus considérables, atteignant fréquemment les coefficients 10 et 15. Mais il s'agit là d'un phénomène de pénurie appelé à disparaître assez rapidement avec la reprise des transports et la remise en marche des productions tant agricoles qu'industrielles, et avec l'arrivée de quelques importations coloniales. Les prix des marchés noirs doivent fatalement s'effondrer dans un avenir assez proche.

La politique de hausse des salaires déclenchée depuis deux mois conduira inévitablement à une hausse nouvelle du prix de la vie, car il ne faut pas se leurrer sur la possibilité de faire absorber cette hausse des salaires par les entreprises. Toute l'économie française vit sur un matériel vieilli et usé ou de faible rendement, qu'il faut rénover: les profits n'y suffiront pas et il faudra en outre beaucoup de capitaux nouveaux que l'on ne déterminera à s'investir qu'avec l'espoir d'un rendement. Et, même sans cela, il est bien certain qu'aux prix actuellement fixés pour le charbon par exemple, les mines travaillent à perte, la tonne de charbon coûtant bien plus cher qu'on n'est autorisé à la vendre. A ce fait brutal la nationalisation ne change rien. L'exemple du charbon est caractéris-

tique, car son prix, qu'il faudra bien relever tôt ou tard, se répercute sur presque toutes les industries.

De même pour les loyers. Si l'on veut avoir une industrie du bâtiment prospère, il faudra sortir progressivement de la politique d'illusions dans laquelle on a voulu vivre depuis 1918. De nouvelles méthodes de construction permettront de réaliser une compression des prix de revient de la construction, mais les loyers sont si loin en France du prix nécessaire pour rémunérer la construction qu'il faudra les relever sérieusement.

Donc, si les prix du marché noir sont absurdes, les prix des marchés contrôlés sont — non point sur tous les articles, mais sur certains chapitres importants — insuffisants. Disons en gros qu'il est vraisemblable que d'ici un an ou deux la moyenne s'établira autour de quatre par rapport à 1939. Au reste, la première phase de la guerre de 30 ans s'était déjà liquidée par une dépréciation monétaire des quatre cinquièmes.

Remarquons toutefois que l'évolution ainsi esquissée ne doit pas alarmer les responsables des budgets familiaux. Il n'est aucunement dit que la famille française moyenne dépensera plus en 1946 qu'elle ne fit en 1944, une légère hausse de tous les prix courants pouvant être compensée, et au delà, par une baisse plus considérable de tous les aliments ou produits acquis actuellement au prix fort sur les marchés libre ou noir.

Ajoutons que cette évolution semble indispensable pour que l'on arrive à un état d'équilibre, permettant le redressement financier.

Le revenu de la France fut évalué en 1937 à 250 milliards par Paul Reynaud. Le coefficient quatre nous donnerait un revenu de 1000 milliards quand notre économie sera complètement rétablie, et cela demandera deux ans au moins. Or, c'est seulement sur un revenu de cet ordre que nous pourrions prélever les impôts nécessaires à l'équilibre d'un budget qui va sans doute atteindre quelque 300 milliards sinon plus.

Ce rapport de un troisième entre les charges budgétaires et le revenu national est indiqué par l'expérience étrangère et l'histoire financière de la France, comme le rapport supportable qui permet le développement des activités publiques et privées dans une sécurité monétaire, favorable aux entreprises à terme et indispensable pour les grandes tâches que la France va devoir accomplir et pour son rayonnement sur les régions qui l'entourent.

Jean-Claude.

V. Tribune libre

La lettre ouverte aux hommes de bonne volonté de la division a suscité différents commentaires que nous reproduisons intégralement sous cette rubrique « Tribune Libre ».

Nous y reproduisons à l'avenir les réponses et suggestions qui cadrent avec le programme que nous nous sommes imposé par tradition « patriotisme, désintéressement, loyauté sociale et politique, respect de la dignité humaine et courage ».

Réponse ouverte « d'un homme de bonne volonté » de la Division

La lettre ouverte aux « Hommes de bonne volonté » de la Division, parue dans le dernier numéro de *Cara-vane*, ne comporte pas à proprement parler de réponse.

Elle est intéressante, pas précisément encourageante — surtout par cette affirmation que la bataille ne finira jamais —, mais aucune objection ne saute aux yeux, au contraire. Toutes ces idées cadrent d'ailleurs avec certaines qui nous furent exposées jadis sur les rives dorées

du Maroc et les vertes pelouses de Dalton Hall. C'est dire assez qu'un tel message ne pouvait trouver que de nombreux échos dans une Division qui compte pas mal « d'hommes de bonne volonté ».

Cette lettre-ci n'est donc pas, malgré son titre, une réponse, elle ne veut pas être non plus une réplique, elle voudrait être plutôt un prolongement, elle voudrait élargir le débat, elle voudrait faire passer aux actes.

Autrefois, en effet, pendant l'époque décadente de l'entre-deux guerres, de nombreuses voix s'élevaient périodiquement pour en appeler aux bonnes volontés du pays! Certaines hautes personnalités, douées d'une clairvoyance particulière, avaient même tenté d'alerter la France et ses chefs. Leurs tentatives se bornaient malheureusement à des articles hautement techniques ou littéraires, que parcouraient en bâillant, les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*. Ou bien c'étaient de célèbres velléitaires, dont les plus actifs galvanisaient des foules et se contentaient ensuite de les réunir mystérieusement en pleine nuit auprès d'un carrefour pour en passer l'appel et les renvoyer se coucher.

Ce n'est pas cela que nous voulons, ce n'est pas cela que veut L. T., puisqu'il conclut: « Que ceux d'entre vous qui ont compris... se groupent dès maintenant autour de nous et viennent créer une équipe... »

Cette conclusion étant en quelque sorte le noyau de la lettre, c'est d'elle que je veux parler, c'est elle seule, en effet, qui prête à discussion, je veux dire qui réclame une discussion et une discussion immédiate.

Immédiate, parce qu'il sera long d'arriver à se mettre d'accord, d'abord en raison de l'importance même du sujet, ensuite à cause des conditions de notre existence actuelle et de notre chère *Caravane* elle-même.

Et cependant, il faut arriver rapidement à une solution, sinon la démobilisation pourrait nous surprendre aussi peu « préparés à l'après-guerre » que la mobilisation de 40 nous a surpris non préparés à la guerre! Tous les hommes de bonne volonté de la Division se disperseront alors aux quatre coins de la France et de son empire, tel colon repartira pour son Maroc, tel coupeur de bois pour son Gabon, l'un pour Marseille, l'autre pour Lille... et il sera trop tard.

C'est pourquoi je pose tout de suite la question qu'appelle normalement la conclusion de notre camarade: « Cette équipe, comment la créer? »

Mon intention n'est pas de proposer quoi que ce soit de définitif dès aujourd'hui, j'en appelle aux suggestions ne serait-ce que sur la nécessité de créer quelque chose de définitif...

Gardons-nous, en effet, de tomber dans les erreurs bien françaises des cercles et des clans. En avons-nous assez vu de ces amicales, de ces associations des Anciens de... des amis de... A-t-on assez tenté de fonder de ces clubs, qui se sont doucement atrophies, s'ils n'ont pas sombré dans le ridicule ou dans l'oubli, comme ce charmant « Club du 18 juin », cible moribonde à l'ironie des Algérois...

Nous ne voulons pas de cela, il ne s'agit pas de banquets ou de parties de pêche ni de jongler en pontifiant avec des boules blanches ou noires, nous ne voulons pas n'est-ce pas, une formule statique, définitive, nous voulons des portes ouvertes, des fenêtres et des balcons pour parler à la foule et la laisser entrer... Sans cela nous sûrions sur des banquettes en peluche entre des fichiers poussiéreux, et « tout ce sang nouveau » se coagulerait.

Nous voulons former une équipe, soit. Soyons unis sans devenir un parti, actifs sans tomber dans l'incohérence, fidèles à notre doctrine sans devenir sectaires, et surtout tolérants sans aveuglement.

Maintenant, mon cher L. T., il reste à trouver la formule.
Fabrice.

Réponse à l'auteur de la lettre ouverte aux hommes de bonne volonté

Envisageant le problème de la reconstruction spirituelle de la France, après la paix, vous écrivez: « Quelle que soient demain votre activité, civile ou militaire, votre culture, votre rang social, le prestige qui entoure « ceux de la division LECLERC » vous impose le devoir d'être un guide, un exemple. »

Certes, c'est bien ainsi que beaucoup d'entre nous l'entendent. Il serait stupide qu'après ce que MAURIAC appelle « la destruction des plus purs », ce soient les moins bons qui prennent en mains le grand ouvrage de refaire la France forte et belle.

Mais, hélas — et je crois exprimer ici tout haut ce que beaucoup pensent tout bas — il nous faudra compter, au jour de la démobilisation, avec les éléments restés à l'arrière: des gens, jeunes comme vous et moi, cultivés autant qu'un Français peut l'être et qui, pendant que nous nous battons en Alsace (et ailleurs demain) continuent à faire leurs affaires. J'ai de jeunes camarades de l'administration civile qui m'écrivent que, là où ils se trouvent, ils ont la certitude de travailler au salut et à la gloire de la France, au même titre que nous. Il en est d'autres qui, devant l'armée française victorieuse, se sont empressés de revêtir leur uniforme et qui font actuellement la guerre dans les paisibles garnisons de l'intérieur.

Quand la paix viendra, nous retrouverons tous ces Français et, si pour toute arme nous n'avons que le prestige accordé aujourd'hui à la division LECLERC, j'aime autant vous dire que les hommes de bonne volonté que nous sommes, sont d'avance battus.

Car, enfin, se prévaloir d'appartenir à la division LECLERC n'est efficace que dans la mesure où cette division subsiste et combat. Le jour, où chacun d'entre nous, officier d'active et de réserve, sera dispersé aux quatre coins de la France et de l'empire, les roublards et les combinards, qui préparent actuellement leurs positions et les consolident chaque jour, auront la partie belle.

Vous le savez bien, beaucoup d'entre nous sont venus à la D. B. leurs études inachevées, d'autres abandonnant une carrière libérale à peine ébauchée, d'autres enfin perdant leur situation.

Une fois la paix signée par les diplomates, ces mêmes braves gens que nous sommes rentreront chez eux avec une prime de démobilisation et un complet civil. Je n'en donne pas pour trois mois pour que nous soyons obligés de fonder « l'Association des Anciens de la Division LECLERC », histoire de sentir autour de soi des hommes qui veulent bien se serrer aux coudes. Dès ce moment-là, c'en sera fait de nous. Nous suivrons la trace de nos pères (c'est pour eux que l'on avait dit: « Ils ont des droits sur nous »), qui n'ont songé qu'à la défensive en s'agrégeant en mille et une ligues. (Relisez: « Nous autres Français ou « Scandale de la vérité » de Bernanos)

Si vous voulez vraiment que demain ceux de la division LECLERC jouent un rôle actif dans la nation, si

vous voulez qu'ils soient les auteurs de la France reconstruite — il faut, dès le jour où ils regagneront leurs foyers, leur donner d'indispensables outils. Aux bâtisseurs de cathédrales du moyen âge, le peuple chrétien livrait ses pics, ses pelles et ses pioches.

Nous voulons bien être des guides, rester des exemples, mais à condition que chacun d'entre nous, suivant ses capacités, sa culture, ses moyens et ses mérites, détienne, au départ, une parcelle de ce pouvoir, sans lequel il est impossible de commander.

Alors — je vous l'assure — les hommes de bonne volonté, dont nous faisons partie, gagneront la bataille de la paix, parce que cela leur a été promis dans un message que pour notre part nous croyons authentique.

N. B.

Une grande joie et un regret; voilà ce qu'a provoqué en moi la lecture de la lettre ouverte aux hommes de bonne volonté de la division.

Je m'explique; mais pour mieux me faire comprendre, je crois utile de préciser ma compréhension en matière de journalisme, même amateur. A mon humble avis, les journalistes, voire même les grands éditorialistes, ténors de la politique écrite, n'ont jamais fait qu'exprimer parfaitement, « professionnellement », Leur opinion, étayée, certes, par leurs vastes connaissances et leur expérience de la chose, d'autre part, je ne me souviens pas qu'un journal parmi les grands quotidiens, ait eu l'idée d'admettre à la « Une » cette autre opinion qui, elle, compte aussi: celle d'un quelconque lecteur, lui permettant ainsi de donner à l'ensemble le reflet de ce qu'est la politique pour ceux, nombreux, qui n'en vivent pas, n'en voient que l'expression ou... en subissent les conséquences.

Pour ma part, j'ai souhaité ardemment cette innovation et j'entretiens ce souhait depuis de nombreuses années. Je tente pour la première fois de me manifester et suis heureux de le faire en répondant à L. T. pour son article où je retrouve tous les sentiments qui m'animent et que je n'aurais jamais su exprimer si sobrement, avec une telle clarté.

Pendant ma trop longue captivité, j'ai, au cours de conférences, développé le même sujet, exprimé le même espoir, désiré la même réaction que L. T., alors que je ne pensais pas qu'un jour nous pourrions être puissamment aidés par la référence que constitue le fait d'être « un de ceux de la division Leclerc ». J'avais pu constater déjà qu'il suffisait de parler français et de le faire en s'en tenant à la logique qu'impose l'observation des faits de notre existence et des déductions que l'on en tire, pour qu'immédiatement on s'aperçoive que les « grands problèmes » ne causent pas tout à fait ces divisions que certains affirment ou désirent. J'ai vu qu'il était relativement aisé de quitter son auditoire avec la nette et reconfortante impression que l'on est d'accord. N'est-ce pas la première forme de cette union tant souhaitée?

Depuis juin 1940, nombreux sont ceux qui, après la proche grande victoire, ont l'ardente volonté de tout faire pour défendre, mais aussi, pour mériter la paix. Oui, ce sera une tâche de longue haleine et il faut s'y préparer farouchement dès maintenant.

Constatons avec fierté que la France compte parmi ses fils des continuateurs prestigieux de cette gloire que 1940 n'a pu ternir. Remercions la fortune d'être les compatriotes d'un général de Gaulle, d'un général Leclerc et

de tant d'autres qui, depuis cinq ans, ont, par leur exemple, imposé au monde la certitude de l'immortalité de la France, la France rayonnante, cette France, creuset de vertus, qui étonna même ses adversaires les plus acharnés, notre France, qu'un fou rêva d'écraser.

Montrons-nous dignes de tels Français qui apportent un livre à l'histoire de notre pays.

Persuadons-nous que ces cinq années de misères de toutes natures, que la France connût sous l'occupation, n'ont pas été sans porter un rude coup à certaines consciences; que trop de consciences encore ne réagissent plus, comme il est cependant français de le faire.

Fixons notre attention sur l'importance capitale de ce que les plus atteints sont les jeunes, dont l'éducation a évolué dans une atmosphère qui n'était pas celle de nos libertés, des devoirs attachés à notre nationalité.

Ces jeunes auront à connaître de grosses difficultés pour remonter un courant qu'ils ont descendu inconsciemment. Il faut les y aider avec cœur, patience et indulgence et, surtout, selon la formule « France libre »: Par l'EXEMPLE, car cette jeunesse est l'ossature de la France de demain, jeunesse qui est déjà dépositaire de tous nos espoirs. Faisons tout pour sa réussite, sans ostentation, afin que les jeunes puissent en tirer une légitime fierté. Imposons-nous la modestie et ayons confiance en notre volonté comme en notre persuasion, elles suffiront à guider nos successeurs pour peu qu'ils apprécient que nous leur faisons confiance et que nous les aiderons.

Tout ce qui précède, eu égard à l'article qui l'a provoqué, ne fait que dire que... quand il pleut... il tombe de l'eau. J'en fais humblement l'aveu, espérant que L. T. et les lecteurs de *Caravane* ne m'en tiendront pas rigueur.

Français? Oui, cent pour cent, car si l'être à 75 pour cent est insuffisant, l'être à 125 pour cent est trop. Donc « Ni trop ni trop peu », mais TOTALEMENT.

Mon regret (il faut tout de même que je l'exprime) réside dans la constatation que l'article qui vous coûte cette réponse, lance un appel et on ne sait à qui répondre. Je gage pourtant que nous sommes légion à vouloir faire d'ores et déjà le serment de continuer à être « APRES » « CEUX DE LA DIVISION LECLERC » et de le rester avec la même abnégation et tout notre dévouement.

En ce qui me concerne, je réponds: PRESENT!

Qui recueillera ma réponse?

Adjudant Maurice.

Votre lettre ouverte aux « Hommes de bonne volonté de la Division », publiée avec la signature L. T., le 15 novembre dans la *Caravane*, me tombe sous les yeux seulement maintenant.

J'éprouve le besoin de vous manifester immédiatement toute ma sympathie pour l'espoir que vous fondez sur la création d'une équipe qui travaillera, demain, sans uniforme, dans le même esprit que celui qui inspire maintenant, et depuis juin 1940, tous ceux qui ont suivi le général DE GAULLE.

Comment croyez-vous que se réalisera cette union lorsque chacun de nous aura repris sa place dans la société? Ne croyez-vous pas que dès maintenant cette équipe pourrait se constituer? J'ai peur que l'isolement de chacun au milieu de tous les problèmes posés par les

situations difficiles, résultant de quatre ans et plus d'absence, fasse perdre de vue le rôle que nous devons jouer par l'exemple.

Beaucoup penseront surtout avoir des droits en considérant le sacrifice consenti, en opposition avec la veulerie chez tant d'autres Français.

Dans l'unité où je suis depuis 1941, avec des camarades des premiers jours, nous parlons souvent de ce que nous ferons après la guerre. Pour les jeunes, c'est le souci d'une situation, voire même d'un métier. Pour les

hommes de mon âge, c'est l'obligation de reprendre au début, les efforts interrompus par la guerre pour reconstituer le mieux possible ce que nous avons perdu.

J'aimerais avoir quelques lignes de vous, qui seraient bien accueillies ici. Nous avons, en effet, commenté longuement le texte que vous avez publié. Je pense qu'un contact plus étroit serait profitable au développement que vous souhaitez.

Dans l'espoir de vous lire, je vous prie de croire à ma parfaite considération.

R. Thiriat.

VI. Revue de presse

POLITIQUE INTÉRIEURE

Christianisme et communisme

Temps présents - 10 novembre

L'honnêteté intellectuelle à horreur des équivoques, et c'est pourquoi ce journal publie une lettre de Mgr THEAS, évêque de Montauban, au président des Jeunesses communistes du Tarn :

« Au moment où chrétiens et communistes veulent organiser un monde nouveau n'est-il pas opportun de faire la lumière sur nos programmes respectifs.

« Pour l'Eglise, le prolétariat est une plaie sociale et doit disparaître. Il les asservit à la dictature d'un capitalisme sans entrailles. L'Eglise maintient énergiquement le principe de la propriété privée, mais elle en condamne l'abus. L'Eglise demande l'accès des ouvriers à la propriété privée et leur participation aux bienfaits de la culture, de la civilisation, du progrès...

« Nous croyons qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de civilisation véritable sans Dieu... C'est pourquoi nous écartons tout système social qui repose sur l'athéisme et le matérialisme... L'Eglise ne veut pas qu'on emploie tous les moyens pour réaliser une fin même honnête et c'est pourquoi elle réprovoque les méthodes de calomnies, de violence et de haine. »

Je serais heureux qu'en réponse à ma lettre les chefs responsables du parti communiste déclarent officiellement et loyalement la position du communisme en face du christianisme.

Et il termine: « Plein de charité pour tous, surtout pour ceux qui souffrent, je suis heureux de répéter ce que je disais il y a quelques jours: J'aime les communistes... »

A la suite de cet article, notons que le gouvernement de l'URSS. a soumis par son ambassadeur un projet au Saint-Siège pour la solution des problèmes sociaux et moraux d'après-guerre.

L'ordre public

Les arrestations et l'épuration

Figaro - 6 décembre 1944

Sous cette rubrique le *Figaro* se fait l'écho de l'émotion soulevée à Lyon par la condamnation à mort de l'ex-préfet ANGELI:

« La rigueur du verdict », écrit-il, « ne semble avoir aucune commune mesure avec les griefs retenus contre l'accusé... » Il cite plusieurs journaux lyonnais dont le *Progrès*: « Trois jours de débats avaient administré la preuve que les charges retenues contre M. ANGELI avaient une contre-partie qui en atténuait la portée... En conséquence on attendait une sentence nuancée, et non pas un jugement totalitaire frappant symboliquement la fonction. »

Sous le titre « Verdict de lâcheté », un autre journal de Lyon est cité par le *Figaro*:

« On ne condamne pas un homme à la peine capitale pour des vétilles, fussent-elles véritables, ce qui n'était même pas le cas... »

« Depuis quatre ans nos poings se sont serrés contre tout ce qui déshonorait le noble visage de notre pays. Nous avons un espoir: Vivre assez pour atteindre le jour où nous pourrions laver tous ces crachats, chasser la trace même de ces ignominies. Il n'en est rien. La barbarie, déchaînée par l'Allemand, continue de triompher. »

Le même jour, *l'Humanité* publie un article sous le titre suivant: « A Lyon, les agents de l'ennemi ont tenté, à la faveur du jugement, qui a condamné à mort l'ex-préfet ANGELI, de soulever l'opinion publique... Mais cette provocation ne pouvait trouver aucun écho dans la courageuse population lyonnaise. Au contraire, par milliers et milliers, les patriotes ont défilé place Bellecour aux cris de « ANGELI au poteau! ». Ainsi la manœuvre des factieux s'est retournée contre eux. »

Enfin, *Combat*, du 12 décembre 1944 dit: « L'arrêt condamnant à mort ANGELI, vient d'être cassé par la Cour d'appel de Lyon. En effet, aucune des trois commissions rogatoires n'était rentrée avant la clôture de l'instruction. Plusieurs témoins entendus à l'audience ne l'avaient pas été à l'instruction. Enfin, sept témoins, régulièrement cités, n'ont pas comparu au procès. »

Nationalisations

« La nationalisation des mines est chose faite »

Ce Soir - 1er décembre 1944

« Le régime nouveau offre trois caractéristiques principales:

1° Il s'agit d'un établissement d'Etat placé sous le contrôle direct du ministre de la Production industrielle.

2° C'est un établissement commercialisé. Sa comptabilité échappera aux règles de la comptabilité publique.

3° C'est enfin un établissement nationalisé.

Les bénéficiaires seront répartis entre l'Etat, le personnel et les œuvres sociales dépendant du bassin minier.

Il est prévu le versement aux Sociétés financières liquidatrices d'une certaine provision, qui sera balancée sur la base de huit francs par tonne de houille extraite durant les années 1938-39. Ce ne sera là qu'un acompte en attendant l'indemnisation prévue. »

Ce *Soir* ajoute que les mineurs n'ont pas été consultés. Il s'étonne de voir l'indemnité s'opérer sur les années 1938-39, années de forte production, et demande la confiscation pure et simple du bien des traîtres, ajoutant qu'il n'apparaît pas que l'ordonnance fasse de différence entre les différents actionnaires.

L'*Humanité* du 6 décembre, par la voix de Benoît FRACHON, insiste dans ce sens: « Il cite les efforts faits par les propriétaires de mines pour augmenter la production de charbon pendant l'occupation et demande « en plus des châtiments corporels, la confiscation des biens des gros propriétaires de mines ». « L'ordonnance fait fausse route en ne partant pas de cette base première. »

Résistance du 30 novembre 1944 dit: « Le gouvernement a étudié avec soin le problème et la solution adoptée n'aura rien d'une spoliation... Mais la nationalisation de telles industries était nécessaire et c'est une sauvegarde pour la nation même. »

Vie politique et partis

Le parti socialiste et le parti communiste

lit-on dans l'*Humanité* du 5 décembre, « décident la création d'un Comité d'entente.

Ces délégués sont:

Pour le Parti socialiste: Vincent AURIOL, René BLUM, André LE TROCQUER, Daniel MAYER, Jules MOCH et Robert VERDIER.

Pour le Parti communiste: Jacques DUCLOS, Etienne FAION, Raymond GUYOT, Léon MAUVAIS, Arthur RAMETTE.

Les délégués ont été unanimes:

1° Pour établir entre les deux partis un climat de compréhension, de cordialité et d'amicale collaboration.

2° Pour créer un comité permanent dans le but d'étudier en commun les problèmes d'actualité et les conditions d'une collaboration confiante en ces matières, ainsi que les modalités de la réalisation de l'unité politique de la France laborieuse.

3° Pour proposer aux comités directeurs du Parti socialiste et au Comité central du Parti communiste de désigner dans le moindre délai leur délégation respective à ce Comité d'entente, qui pourrait se composer de dix membres pour chaque parti. »

Révolution dans le parti radical

France - *Soir* du 3 décembre 1944:

L'auteur de l'article annonce les assises du Parti radical pour les 19, 20 et 21 décembre: « On entendra selon

la tradition, la lecture de plusieurs rapports. Mais cette série de discours ne constituera sans doute pas la partie la plus vivante, ni surtout la plus importante du programme. Il est possible, en effet, qu'un certain nombre de membres du parti profitent de l'occasion unique qui leur est offerte, pour secouer vigoureusement les organismes titulaires de la place Valois et quelques-uns de ceux qui les dirigent.

Rentrée de Maurice Thorez sur la scène politique

Têtes de chapitre de son discours au Vélodrome d'Hiver (*Humanité* du 1er décembre 1944):

Mener la guerre jusqu'à BERLIN.

Châtier les traîtres et ceux qui les couvrent.

Briser la cinquième colonne.

S'unir, s'unir, s'unir.

Amitié éternelle avec l'URSS.

La C. G. T. et le problème financier

par A. GAZIER, secrétaire de la CGT. (*Populaire* du 1er décembre 1944):

« Pour confisquer les biens des collaborateurs et des trafiquants, pour imposer les profits anormaux, il est indispensable de connaître au préalable les fortunes. Ce recensement ne peut s'effectuer que par l'inventaire des immeubles, des stocks et des titres, par la mise au nominatif des titres au porteur et par l'échange des billets.

« Toutes les propriétés de ceux qui ont profité de la débâcle et de l'occupation pour s'enrichir, devront faire retour à la nation. Les fortunes, qui se sont accrues sans violer les lois et les règles de la moralité publique, devront participer à l'effort commun par un impôt spécial.

« Il ne s'agit pas de s'attaquer aux enrichissements nominaux, mais aux enrichissements réels.

« Des commerçants ont pu accroître le chiffre de leur fortune, alors qu'en réalité ils n'ont bénéficié d'aucun enrichissement. C'est notamment le cas lorsque les stocks ont été vendus sans être remplacés, lorsque le matériel s'est usé sans être réparé. »

« La CGT. ne demande nullement que le gouvernement reprenne à son compte l'expérience belge. »

« Ce n'est pas avec des prélèvements et une déflation que l'on fera circuler les trains et tourner les mines. »

Congrès du mouvement républicain populaire

Aube du 28 novembre 1944:

« Le bureau était présidé par M. TEITGEN, ministre de l'Information. Voici un extrait de son manifeste:

« Nous voulons une révolution qui permettra avant tout une élévation morale et spirituelle de l'ensemble des hommes; qui garantira à chacun le droit de vivre dans la sécurité et la dignité; qui fera de la démocratie politique et sociale une pleine réalité; qui donnera à la France les moyens de réaliser totalement sa destinée. »

« Le M. R. P. veut des réformes de structure. La constitution nouvelle devra créer une République démocratique, qui sache concilier l'autorité de l'Etat et la continuité indispensable de la politique gouvernementale avec

le respect de la souveraineté populaire et de la liberté des citoyens.

Le M. R. P. veut la libération de l'homme. Il demande un nouvel aménagement de la propriété privée, afin que ne soit plus possible l'asservissement de l'homme au capital.

Tout cela il le veut dans l'ordre et par la loi.

Les leaders de ce parti sont outre M. TEITGEN, MM. SCHUMANN, Georges BIDAULT, François de MENTHON, Marc SANGNIER. »

POLITIQUE EXTÉRIEURE

La crise belge

Le dernier numéro de *Caravane* laissait prévoir une aggravation de la situation en Belgique. *France - Soir* du 30 novembre et du 1er décembre annonce la grève du transport à Bruxelles et dans le Brabant. Une colonne armée marcherait de Mons sur Bruxelles. La grève s'étend aux postiers et aux métallos.

Le Figaro et *l'Humanité* du 1er décembre annoncent un remaniement du cabinet. Apaisement? Le 2 décembre la situation évolue vers le calme (*Figaro*). Les grévistes ont repris le travail. M. PIERLOT évoque la gravité de la situation alimentaire et prend deux socialistes dans son cabinet en remplacement des communistes démissionnaires.

Mais le 6 décembre *l'Aurore* pense que la situation du gouvernement demeure précaire. Le 12 décembre *Résistance* croit savoir que le prince Charles de Belgique a déclaré aux autorités alliées que toute tentative pour maintenir le gouvernement PIERLOT était à son avis vouée à l'échec.

La crise grecque

a pris un aspect extrêmement violent. *Libération* du 3 décembre apprend que les ministres socialistes et communistes ont démissionné « dans l'impossibilité de résoudre les difficultés devant lesquelles ils se sont trouvés placés. »

Le gouvernement ayant fait sommation aux forces armées de la résistance de rendre leurs armes pour le 10 décembre.

Le 5 décembre *l'Aurore* annonce que de violentes bagarres ont ensanglanté Athènes: quinze tués, 146 blessés.

L'Humanité du 6 décembre apprend la démission de M. PAPAANDREOU, premier ministre.

Le 12 décembre *Le Populaire* dit que M. PAPAANDREOU qui, comme tout le monde, se dit socialiste, n'a jamais été inscrit au parti socialiste. Le ministre a fait interner les forces de droite et les « bataillons de sécurité », « Le désarmement semble devoir amener une détente. » Pourtant, le même jour, toute la presse signale l'aggravation du mouvement, les révoltés étant maîtres du Pirée, de Salonique et des îles de la mer Egée. Toutefois, *l'Humanité* croit savoir que M. MAC-MILLAN sera envoyé en médiation.

La crise italienne

BONOMI, après de longs pourparlers, a réussi à former son cabinet, qui comprend trois communistes, quatre démocrates chrétiens, cinq libéraux et trois sociaux-démocrates (*Populaire* du 12 décembre).

La crise polonaise

M. ARCISZEWSKI forme le nouveau cabinet (*Combat* du 1er décembre). Ce journal ajoute: « Le nouveau cabinet n'est pas viable. Il ne risque que de prolonger dangereusement une équivoque »

Libération du 12 décembre fait un long exposé du discours de M. EDEN aux Communes, sur la politique européenne de l'Angleterre:

- 1° *Allemagne*: Il ne faut plus être à la merci du premier HITLER venu.
- 2° *Italie*: Ce n'est pas une alliée et nous avons le droit de donner notre avis sur le choix d'un homme politique italien.
- 3° *Grèce*: La Grande-Bretagne se sent autorisée à faire un appel à l'union.
- 4° *Pays libérés*: Liberté complète dans l'élection du gouvernement et le choix des dynasties.
- 5° *Belgique*: Le gouvernement de M. PIERLOT représente l'énorme majorité de la population.

La politique russe

Wladimir d'Ormesson dans l'éditorial du *Figaro* du 26 novembre analyse objectivement les variations de la politique extérieure russe.

« En gros », dit-il, « après la paix de Brest-Litowsk et jusqu'à l'avènement du Troisième Reich, l'URSS: s'était détournée de l'Europe...; les démêlés des alliés avec l'Allemagne vaincue la laissaient indifférente. » Mais « le Reich cherchait un point d'appui de son côté. » Entre les Etat-majors allemand et russe se créaient des liens. « Si la politique allemande n'avait pas été bouleversée de fond en comble par le nazisme, il est probable que l'Allemagne et l'URSS, auraient continué à se rapprocher. » « STALINE fut sans doute le seul homme d'Etat qui avait lu « MEIN KAMPF » et avait pris au sérieux le programme qui y était développé: Alliance de l'Italie, neutralité anglaise, écrasement de la France pour créer ensuite un empire allant de la Baltique à la Mer Noire. »

Staline retourna sa politique, sachant qu'Hitler était homme à réaliser son dessin. Il sollicita l'entrée de l'URSS, à la Société des Nations, se fit le champion des sécurités collectives, fit des avances à la France. Celle-ci ne répondait qu'avec réticence pour plusieurs raisons. Excès de confiance dans nos alliances européennes, droit de s'entendre avec l'Allemagne, crainte de la Troisième Internationale.

L'URSS, dont l'inquiétude augmentait, espéra après les élections « Front Populaire », que notre politique changerait... Au contraire, Munich le prouve — nous donnions des signes de faiblesse de plus en plus grands. Alors « Moscou se décida à une politique singulièrement hardie »: « Prendre sur le plan intérieur des mesures draconiennes pour mettre la Russie en mesure de faire face à une guerre désormais inévitable et sur le plan extérieur

se rapprocher du Reich, pour gagner du temps. » Elle y gagna deux ans.

D'Ormesson continue en soulignant les fautes commises par la France et la Russie — mais: « Tout cela appartient au passé. » « La Russie a retrouvé plus éclatante que jamais son autorité, son prestige. Avec les Etats-Unis et l'Empire britannique c'est d'elle que dépendra pour la majeure part l'équilibre du monde. »

Il conclut en soulignant que le voyage à Moscou du général DE GAULLE réintroduit notre politique extérieure dans une voie traditionnelle.

A la suite de cet exposé, signalons un article des *Nouvelles soviétiques* sur la refonte de la Société des Nations, décision du Conseil obligatoire pour toutes les nations membres: Prévenir et étouffer l'agression.

Cette mission serait confiée aux grandes puissances qui, animées d'un esprit pacifique, seules peuvent réprimer efficacement et rapidement toute tentative d'agression. Les *Nouvelles soviétiques* expose ensuite les difficultés rencontrées par le projet.

Enfin, d'après Geneviève TABOUIS (*Aube* du 15 novembre), la France, grande puissance, doit être le trait d'union entre Londres et Moscou.

ÉDITORIAUX

L'Alsace retrouvée

André Siegfried (*Le Figaro*, 24 novembre 1944):

En 1918, après un demi-siècle de régie allemande, l'Alsace était en avance sur nous à plusieurs égards, avec une administration plus moderne, une législation sociale plus progressive, mais au point de vue politique, elle n'avait pas évolué au même pas que nous. D'où une crise qui s'est cristallisée autour de l'alternative: assimilation ou autonomie...

La même question se reposera demain et il importe que, dès l'abord, elle soit bien posée. Il ne s'agit pas d'assimiler, mauvais mot, mais d'intégrer...

Si des divergences de point de vue subsistent, et elles subsistent, c'est dans le cadre de notre administration générale qu'il convient d'en tenir compte...

Jamais, nous n'avons eu plus besoin, dans l'équilibre français, de cet élément pondérateur, sérieux, pratique et critique que représente l'esprit de la vieille Alsace. Nous y trouverons en outre un élément précieux de rajeunissement, d'ouverture sur des points de vue différents de nos points de vue habituels...

Dans le tumulte de la patrie libérée, il faut que l'Alsace fidèle sache pouvoir compter sur la fidélité de la France.

L'Allemagne de demain

Wladimir d'Ormesson (*Le Figaro* du 5 décembre 1944):

Les dispositions que prendront les alliés à l'égard de l'Allemagne devront être inspirées par les principes suivants:

1° La Prusse doit être tenue pour responsable des maux qui ont torturé l'Europe et le monde. Il faut non seulement qu'elle soit soumise à une tutelle étroite, mais ramenée à sa plus simple expression...

2° Le centre de gravité du monde germanique doit cesser de se trouver à Berlin.

3° Tout doit être mis en œuvre pour redresser l'erreur capitale qui a été commise après l'autre guerre, quand on a fait du Reich la seule grande puissance organisée au centre de l'Europe. Un système fédératif doit être reconstitué autour de Vienne, assez souple pour assurer à chaque pays, chaque race y participant, l'exercice de ses droits historiques; assez articulé, surtout sur le plan économique, pour représenter un ordre et une force...

W. d'Ormesson analyse ensuite l'état social et politique par lequel, d'après lui, l'Allemagne devrait passer. Il ajoute:

« La désarmer? Bien entendu...! Mais nous sommes payés pour savoir ce que ce mot signifie. Il reste que les moyens de production de l'Allemagne devront être soumis « pendant de longues années » à un contrôle rigoureux. C'est de la Ruhr, de la Silésie, de la Sarre que le Reich a tiré la plus forte part de son potentiel de guerre. Par conséquent, la Ruhr, la Silésie devront être dotées d'un régime particulier. Quant à la Sarre, j'espère bien qu'elle fera partie des compensations auxquelles nous avons droit...!

« Et cependant, je le répète, même si nous obtenions dans l'ordre militaire, industriel, chimique, aérien, que sais-je, les mêmes apaisements que dans l'ordre territorial et politique, rien de tout cela ne vaudrait si les alliés anglo-saxons, français et russes laissaient se détendre les liens qui les unissent.

« Car, c'est de cette quadruple alliance que dépend d'abord la sécurité. »

Conférence de l'aviation commerciale

M. Adolf Berle (*Figaro*, le 24 novembre 1944), président de la Conférence internationale de l'aviation, a déclaré qu'un accord provisoire, réglant le trafic aérien mondial, avait été mis au point.

Lord Swinton, délégué britannique, a assuré que le document, élaboré en commun par la Grande-Bretagne, le Canada, les Etats-Unis, représentait une grande victoire pour le principe d'égalité.

Nous rappelons rapidement que la Russie a retiré sa délégation, ne voulant pas siéger à côté de la Suisse, du Portugal et de l'Espagne.

Conflit réel ou prétexte? demande Serge Karsky dans *Combat*.

D'après le *Daily Worker*, trois points de vue différents s'affrontaient:

1° La proposition anglo-canadienne, qui préconise un contrôle international des grandes lignes avec fixation des trajets, des horaires, des prix de transport, etc...

2° Le point de vue américain, qui réclame la liberté pour tous...

3° La suggestion du gouvernement travailliste d'Australie et de Nouvelle-Zélande, tendant à internationaliser complètement l'aviation civile, ainsi que le prévoit le schéma du Labour Party.

Le délégué français a donné son appui à ce point de vue, en demandant toutefois que l'on fasse une expérience sur l'une des grandes lignes.

ÉCONOMIE FRANÇAISE

La France doit reconquérir sa puissance économique

Aube du 5 décembre 1944

Cette phrase, qui sert de titre à l'article de *l'Aube*, est extraite d'un discours fait par M. Teitgen, ministre de l'Information, à Lille. M. Teitgen a indiqué des chiffres impressionnants sur le lendemain de la libération: 600.000 immeubles à reconstruire; 3000 km de voies ferrées détruites, perte des deux tiers de notre matériel de chemin de fer et des deux tiers du parc automobile, enfin, 4500 ponts à rétablir.

Il ajoute qu'un plan d'importations est préparé pour les huit premiers mois de 1945. Il précise: « Il faut que l'opinion publique sache que ces importations, nécessaires pour le départ, ne pourront pas être développées et généralisées, et que la France ne pourra pas vivre dans cette politique de facilité, qui consisterait pendant des mois et des années, à acheter à l'étranger ce dont elle a besoin. Une fois la reprise assurée, c'est la France, avec ses propres moyens, qui devra reconquérir sa puissance économique et sa grandeur. »

La dette publique de la France

Libération - Soir du 3 décembre 1944:

Le tableau établi par ce journal compare les différentes dettes de l'Etat entre le 31 août 1939 et le 31 juillet 1944. Il en ressort les différences suivantes:

Dette perpétuelle: en diminution de 10.738 millions, soit 44.298 millions;

Dette à long terme: en augmentation de 127.652 millions, soit 375.667 millions;

Dette à moyen et court terme (Bons du Trésor, d'Épargne): en augmentation de 472.965 millions, soit 579.614 millions;

Dette envers la Banque de France: en augmentation de 471.942 millions, soit 507.984 millions;

d'où une différence totale de 1.061.821 millions sur 1.507.563 millions.

Le montant des billets émis par la Banque avait déjà subi au 15 novembre une réduction de 25 milliards.

LA VIE LITTÉRAIRE

« Corps à corps avec les blindés »

de M. Henri Lespes

« Les combats des artilleurs de M. Lespes contre les divisions blindées du Reich sont une belle page de littérature de guerre. Quant aux défauts, c'est que la conclusion, les motifs d'espérer quand-même, et, comme on disait, de « surmonter notre défaite », restent un peu vagues, un peu plats, plus, nous voulons le croire, sous la plume de l'auteur qu'ils ne le sont dans son cœur et dans son esprit. »

« L'homme qui lit » - *Le Figaro* le 2 déc. 1944

« Giotto et le destin de la peinture »

par Yves Farge

Cette promenade avec Giotto a l'aisance et le charme d'un livre écrit avec amour. Yves Farge y parle avec son

goût et avec son âme d'un des plus grands peintres de tous les temps.

« L'homme qui lit » - *Le Figaro* le 9 déc. 1944.

— Aux Etats-Unis, les livres préférés sont actuellement des livres sévères. Les Américains font la guerre et s'intéressent à tout ce qui s'y rapporte. Trois auteurs partagent la vedette: Eve Curie avec son tour du monde; Walter Durantes avec la Russie des Soviets, et William Shirer avec le Journal de Berlin. Enfin, deux livres ont encore un succès considérable: Les problèmes de la paix, de Wilson Harris et le temps de la Décision, de Sumner Welles; ce dernier connaît la plus forte vente de l'année.

Marie-Jeanne Viel - *La Bataille*, 7 déc. 1944

LA VIE ARTISTIQUE

— Au Théâtre Hebertot: « Je vivrai un grand amour » connaît toujours un grand succès avec Jany Holt.

— Le 21 décembre, Henry Bernstein présente aux Ambassadeurs une pièce d'André Roussin, avec J.-P. Aumont, Claude Dauphin, tous deux aux armées.

— Au cinéma, le Colisée reprend le film de Charlie Chaplin: « La ruée vers l'or ».

— Raymond Rouleau et Jean de Lyne jouent dans « Virage dangereux » de J.-B. Priesbly, au Théâtre de l'Oeuvre; pièce excellente, mais ce n'est pas un chef-d'œuvre.

— Nous nous jetons avec voracité sur cette belle pièce, faute d'en avoir rencontré d'autres depuis si longtemps. La mise en scène et le jeu des acteurs sont d'ailleurs un des attraits les plus prenants de la pièce. P. A. Touchard-Gavroche du 30 novembre 1944.

— Le même critique fait une critique sévère du jeu d'Aimé Clariond dans « Asmodée », qui est repris au Théâtre Français. « Mais à partir du troisième acte, l'auteur retrouve sa maîtrise, l'acteur se ressaisit. Le personnage découvre son unité, la volonté l'emporte chez lui sur le vertige des sens. Toute la fin de la pièce est puissante et belle. »

— Par contre, Pierre Loewel critique des Lettres Françaises, estime, qu'après cinq ans, « l'œuvre est apparue sans une ride et toujours singulièrement troublante et forte » et que Clariond par son jeu, « explique avec plus de finesse la subtile empreinte du dominateur. »

Il vous intéressera de savoir que:

— Pour franchir l'océan, nous prendrons demain le « stato-croiseur ». Ce nouvel avion, construit par Boeing, aura un rayon d'action de 5600 km, quatre moteurs de 3500 chevaux, vitesse maximum 640 km-heure, vitesse moyenne 550 km-heure. Il pourra voler à une altitude de 9000 mètres, transportera cent passagers assis ou 36 couchés. (*Figaro* du 1er décembre.)

— Louis Jouvet rentre d'Amérique avec sa troupe. Des douze pièces jouées, c'est « Knock » qui marcha le mieux.

Louis Jouvet eut un gros succès personnel comme conférencier.

VII. Anecdotes de la division

Autour de Strasbourg

Pour notre section l'avance sur Strasbourg est vue à travers de longues files de prisonniers qui ont été ramassés tout au long de la route.

Chaque voiture qui passe à X..... en reçoit sa ration. Il s'agit de les bahuter jusqu'à Z..... La CHR, au passage, réquisitionne un groupe de notre section pour l'aider à garder les boches. On installe les nôtres avec une trentaine de Fritz. Pendant la nuit les prisonniers continuent à affluer. De temps en temps un petit paquet vient s'ajouter aux précédents. Dans la nuit les gardes ne se rendent plus compte de ce qu'ils surveillent. D'où l'étonnement des trois sentinelles qui s'aperçoivent, au petit jour, qu'elles sont proposées à la garde de mille bons-hommes.

Beaucoup de soldats de la Wehrmacht se rappellent maintenant qu'ils sont Polonais, Russes, Tchèques ou autres (ont dit bien qu'Hitler commence à songer qu'il est sujet autrichien). Notre voiture s'arrête à côté d'une file de boches qui, les mains en l'air, remontent les colonnes. Personne ne s'occupe d'eux et ils ne savent plus à qui s'adresser pour se rendre. Le convoi s'arrête alors qu'ils passent à notre hauteur. La conversation s'engage difficilement. Aucun de nous ne parle l'allemand. Nous interrogeons «Polnisch»? (pour nous ça veut dire: Polonais?)

«Nein, Deutsch». «Ya, Deutsch». Ah, oh, oh dit un des nôtres en se retournant flegmatiquement vers l'intérieur de l'half-track où il puise sa mitrailleuse, et, ajustant son boche «du bist Deutsch». L'autre devient gris et n'apprécie pas du tout... la plaisanterie, car nous sommes trop poires.

Un petit peu plus loin, nous rencontrons un motocycliste. Sur son porte-bagages il a juché un Fritz. Le moteur semble faire de son mieux pour vider dans un tournant son partenaire qui se cramponne désespérément à ses épaules. Supplice et vengeance raffinés.

Le lendemain notre groupe est installé chez le chef de police de S.... Pour dîner nous n'avons qu'à réchauffer le déjeuner du policier. Sa cave nous livre d'excellentes bouteilles. Les cigares sont bons. Et surtout, surtout, il y a longtemps que nous n'avons pas eu à notre disposition une salle de bains et.... des endroits appropriés. «Quelle guerre atroce!» dit l'autre, dans un bâillement ostentatoire provoqué par l'air de guitare que pince un copain.

Nous entrons dans un village évacué par les Allemands que nous talonnons. Un civil nous aborde. Il a dans sa cave six Russes qui veulent se rendre. Il les nourrit depuis huit jours.

Nous nous présentons, armés, à la porte de sa cave. Les six soldats y cassent la croûte. Ils ne manquent de rien et se sont mis à l'aise. Ils nous demandent de bien vouloir attendre une minute pendant qu'ils refont leur paquetage.

Lorsqu'ils se décident à sortir, toute la population les

attend. On les connaît bien. Les adieux sont émus de part et d'autre.

— «Alors, les prisonniers, ça suit. Non, mais vous prenez les enfants du Bon-Dieu pour des canards sauvages.» C'est notre expression consacrée. Les Russes n'ont compris qu'un mot. L'un d'eux fait des bonds d'un mètre pour mieux le prouver.

— «Ya, ya... prisonnier, prisonnier.» Ses yeux se plissent de joie et tous six rigolent généreusement.

Le coeur de l'Alsace

Quand le Lt-colonel Rouvillois enleva SIEWILLER, les officiers composant l'état-major de son régiment se réunirent dans une auberge de l'endroit pour y prendre leur repas. SIEWILLER venait d'être libéré. L'aubergiste, un jeune homme de 30 ans, nous reçut dans une salle où nous eûmes l'émouvante surprise de trouver une pancarte de bois sur laquelle était peinte l'inscription suivante, flanquée de deux croix de Lorraine: «VIVE DE GAULLE!»

Cela était si inattendu qu'il se révéla des Saint-Thomas dans l'assistance et quelques-uns touchèrent du doigt la pancarte pour voir si la peinture n'était pas fraîche.

L'Alsacien se mit à sourire et nous dit: «N'ayez crainte, il y a bien longtemps que je l'ai commencée et il y a des semaines qu'elle est achevée.»

Comme nous lui demandions où il avait pu cacher un objet aussi encombrant et aussi...compremettant, il nous répondit encore: «Dans le grenier de l'institutrice allemande qui était la locataire d'une de mes maisons.»

A Strasbourg, le 23 novembre, placé de la Kommandantur, une petite fille sanglote. Je lui demande ce qu'elle a. Elle ne me répond pas: elle ne comprend pas le français. Alors, sa mère qui l'accompagne me dit:

«Elle pleure, parce qu'elle a vu mourir un soldat français.»

J'ai cru voir là comme le symbole de l'Alsace enchaînée et libre enfin. Cette petite fille ne savait parler que l'allemand, mais son cœur était avec les soldats de France.

Histoire drôle, mais vraie

Au cours des pourparlers qui eurent lieu à Strasbourg, le 23 novembre, pour la reddition de la Kommandantur le S.-Lt Garnier, chargé de mener à bien cette opération, dit à un commandant allemand qui servait d'interprète:

«Veuillez communiquer aux officiers et aux hommes qui sont avec vous que nous sommes la division LECLERC.»

Comme l'Allemand demeurait silencieux, Garnier se fit convaincant.

«La division LECLERC — vous avez compris?»

Et l'Allemand ayant enfin réalisé, de s'écrier:

«Ya, ya, die Blitzpanzer.»